

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—LA LIBÉRATION
CONDITIONNELLE DE DIRIGEANTS DU
SYNDICAT DES PÊCHEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Justice ou au solliciteur général. Je ne suis pas sûr à qui je devrais l'adresser. Je pourrais peut-être la poser au ministre approprié. Comme la libération conditionnelle en l'honneur des Fêtes a été refusée à deux dirigeants du Syndicat des pêcheurs parce qu'une cour d'appel était saisie de leur cause, pourrait-il réexaminer la question?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Pourrais-je, monsieur l'Orateur, discuter cette question immédiatement avec le ministre?

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Pourrais-je m'adresser personnellement au premier ministre et lui demander de remettre lui-même la cause à l'étude. Le ministre impliqué se trouvera en mauvaise posture à cause des aspects juridiques de la cause. En raison de l'époque de l'année, le premier ministre veillerait-il à ce que ces deux hommes obtiennent leur libération conditionnelle pour Noël, pas seulement pour des raisons d'ordre humanitaire, mais pour le motif plus général qu'un groupe d'hommes de bonne volonté de la côte du Pacifique tentent d'explorer de nouveaux aspects des relations ouvrières? Cela contribuerait pour beaucoup à montrer qu'Ottawa voit d'un bon œil des initiatives de ce genre.

Le très hon. M. Pearson: Je me ferai un plaisir d'étudier la question personnellement, avec le ministre. Je tiendrai compte alors des observations de mon ami.

[Français]

L'AGRICULTURE

A PROPOS DE L'IMPORTATION POSSIBLE
DE BEURRE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture, mais en son absence, je vais l'adresser à l'honorable ministre du Commerce.

L'honorable ministre peut-il nous dire si les approvisionnements de beurre au Canada sont suffisants pour répondre à la demande qui sera faite au cours de la saison d'hiver,

ou si nous devons importer du beurre ou d'autres produits laitiers au cours de l'année 1967-1968?

[Traduction]

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, il vaut mieux que je tienne cette question pour préavis et que j'en discute avec le ministre de l'Agriculture.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE LIBRE-ÉCHANGE AVEC LES ANTILLES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Je voudrais poser une question au ministre du Commerce, monsieur l'Orateur. Comme le numéro du centenaire de l'Annuaire du Canada, qui est une publication du ministère du Commerce, s'est prononcé en faveur du libre-échange le ministère étudiera-t-il le rapport de la commission du commerce canadien de la Private Planning Association of Canada, rapport qui préconise un secteur de libre-échange avec les Antilles?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Je crois qu'il y a un malentendu qui pourrait être attribuable à deux articles qui ont paru dans des journaux ce matin et dans lesquels il est fait mention d'un article de l'Annuaire du Canada de 1967. De fait, l'article en question figurait dans la publication du centenaire intitulée *Canada One Hundred 1867-1967*. Cet article écrit pour la revue n'expose pas nécessairement à la politique du gouvernement.

M. Johnston: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre ferait-il quelques observations au sujet de l'étude éventuelle du rapport de la commission du commerce canadien de la Planning Association?

L'hon. M. Winters: Quel aspect de ce rapport, monsieur l'Orateur?

LA RESTRICTION DES IMPORTATIONS
AMÉRICAINES DE MINÉRAIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Commerce. Étant donné que, d'après la déclaration faite hier à Toronto par le directeur général de la Mining Association of Canada, les limites que les États-Unis songent à imposer aux importations de minerais canadiens ont donné lieu à de vives inquiétudes au sein de l'industrie minière au Canada, puis-je demander au ministre s'il sait que les États-Unis songent à prendre une telle mesure et, sinon, pourrait-il